



THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund

Réunion parlementaire virtuelle sur la gestion de la dette pour un développement pérenne 9 juillet 2020

Le 9 juillet 2020, le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI (PN) a organisé conjointement avec le Groupe de la Banque mondiale (WBG) une réunion parlementaire virtuelle sur la gestion de la dette pour un développement pérenne. Cette réunion avait pour objectif de servir de plateforme aux parlementaires pour conférer avec les experts de la Banque mondiale sur les politiques et les pratiques visant à renforcer les capacités de gestion de la dette de leur pays, ainsi que sur l'utilisation efficace des 160 milliards de dollars de financement de la Banque mondiale mis à disposition pour atténuer les effets de la crise et reconstruire pour un développement pérenne. 92 participants en provenance de 36 pays ont assisté à l'événement.



Hervé Berville Député, France

Le député Hervé Berville, modérateur de la réunion, a souhaité la bienvenue aux participants en soulignant l'importance de renforcer les partenariats multilatéraux à un moment de crise pour la coopération internationale. Les parlements peuvent entreprendre des efforts multilatéraux pour assurer une coopération plus forte dans le cadre de la pandémie COVID-19, a-t-il souligné. Grâce à l'échange de bonnes pratiques et au partage des connaissances, il a déclaré que les parlementaires sont bien placés pour comprendre quel type d'action ils peuvent mettre en œuvre dans leurs pays



THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund

respectifs, ainsi que pour transmettre les recommandations politiques à leurs parlements nationaux.

Mme Ceyla Pazarbasioglu, Vice-présidente, Croissance équitable, finances et institutions (WBG), a expliqué que le rôle des parlements est d'autant plus important en cette période de crise, alors que les législateurs approuvent les budgets nationaux, débattent sur le législatif, et ont un rôle de surveillance pour s'assurer que les fonds soient alloués correctement. Elle a ensuite présenté la situation de la dette mondiale à la veille de la pandémie en déclarant qu'en décembre dernier, la dette des pays émergents et des marchés en développement avait atteint un niveau record en raison d'une hausse des investissements et de la faiblesse des taux d'intérêt.

L'économie mondiale souffrira probablement de la plus profonde récession depuis la Seconde Guerre mondiale à cause de COVID-19, souligne Mme Pazarbasioglu, ce qui entraînera une augmentation mondiale de l'extrême pauvreté et du chômage. Elle a également exprimé les préoccupations du WBG concernant l'impact négatif que la crise pourrait avoir sur le capital humain.



Ceyla Pazarbasioglu, Vice-présidente, WBG

Mme Pazarbasioglu a ensuite rappelé aux participants que l'allègement de la dette constituait un point essentiel de la lutte du Groupe face à la crise. Ceci est représenté par l'Initiative COVID-19 de suspension du service de la dette (DSSI) – ce qui englobe 73 pays – pour les aider à lutter contre les effets sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie. Elle a lancé un appel de soutien en nommant des pratiques de prêt prudentes et transparentes au niveau international et a invité les institutions financières internationales (IFI) à encourager des normes communes par un travail d'analyse et de surveillance. Mme Pazarbasioglu a conclu en insistant sur la transparence en matière d'engagements et investissements financiers de la part des gouvernements, et dans la réalisation de progrès pour de meilleurs résultats pour les populations des pays en développement.



Aki Nishio, Vice Président, WBG

Aki Nishio, vice-président du financement du développement (WBG), a présenté la réponse du WBG à la crise, qui se résume à quatre éléments clés : (i) sauver des vies, (ii) protéger les pauvres et les personnes vulnérables, (iii) assurer une croissance durable et la création d'emplois, et (iv) renforcer les politiques, les institutions et les investissements pour mieux reconstruire. Il a déclaré que la Banque joue également un rôle majeur dans la mise en œuvre de l'initiative COVID-19 DSSI en donnant la priorité à l'accès à de forts niveaux de soutien financier, sous forme de



THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund

subventions ou conditions très concessionnelles. M. Nishio a présenté la nouvelle politique de développement du financement durable pour les pays de l'IDA, qui vise à inciter les pays à s'orienter vers un financement transparent et durable, et à renforcer la collaboration entre les pays de l'IDA et les autres créanciers.

Kevin Watkins, directeur général de *Save the Children*, a déclaré que ce n'est qu'en se regroupant au sein d'institutions telles que le GBM qu'il est possible de lutter contre le risque collectif que présente COVID-19. Les enfants sont un groupe très vulnérable, il explique, car en effet la pandémie a provoqué une augmentation de la malnutrition et de la mortalité infantile, ainsi qu'une crise dans le secteur de l'éducation. Il déclare alors que la gestion de la dette a également un impact sur l'éducation et l'immunité des enfants, car certains pays priorisent le remboursement de leur dette plutôt que de se concentrer sur le bien-être de leurs citoyens. M. Watkins a reconnu l'effort déployé par les créanciers bilatéraux pour la suspension du remboursement, cependant, il a lancé un appel aux institutions privées de participer à cet effort commun. Il a donc encouragé les parlementaires de s'assurer de la participation collective des créanciers privés à l'allègement de la dette.



Kevin Watkins, directeur général, Save the Children



Liam Byrne Député, président du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI

Le député Liam Byrne, président du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI (PN), a reconnu que le débat sur la dette est une question fortement politique, car les défis qu'elle représente font partie des questions importantes que les parlementaires devront se poser au cours de la prochaine décennie. Il a déclaré que ces défis ne concernent pas seulement la restauration de l'économie. M. Byrne a expliqué que les transitions équitables, les risques et les possibilités d'automatisation, et les conflits commerciaux doivent être pris en compte lors de l'application des politiques liées à la gestion de la dette. Il a conclu en appelant les législateurs à réfléchir de manière créative aux questions fiscales afin

de trouver de nouveaux moyens de lutter contre l'évasion fiscale, d'établir une coopération internationale autour des taxes sur le carbone et de favoriser une reprise plus écologique.



THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund

La députée Sabina Chege, présidente du Comité de la santé, a évoqué le soutien financier considérable reçu au Kenya pour faire face à la pandémie. Une partie des fonds venant du WBG a été utilisée pour rétablir le secteur de la santé au Kenya et pour fournir des équipements de protection individuelle (EPI) aux travailleurs de première nécessité. Elle a déclaré que les politiques sont axées sur le soutien communautaire et social, tout en tenant compte des secteurs les plus vulnérables de la population, comme le programme de soutien aux jeunes, en particulier dans les bidonvilles où le taux de chômage est élevé. Mme Chege a également évoqué l'importance du soutien des entreprises locales, en mettant l'accent sur la scolarisation, l'amélioration du secteur de la santé et la formation du personnel de santé. Elle a appelé aux gouvernements à fournir davantage de soutien social et à renforcer la transparence dans la gestion de la dette.



Sabina Chege, Députée, présidente du Comité de la santé, Kenya

Shandana Gulzar Khan, Députée, Présidente des Femmes parlementaires du Commonwealth, a parlé de l'impact de l'automatisation sur les règles financières, le commerce électronique et l'inclusion financière des femmes dans les économies du Commonwealth. Elle a évoqué le risque élevé d'endettement au Pakistan, qui résulte d'une dette extérieure et intérieure déjà élevée précédant la crise. Elle a également mentionné que le pays souffre d'un déficit commercial historique, qui s'accompagne d'une économie reposant sur la consommation et une croissance tirée par la dette. Dès lors que la pandémie est arrivée en janvier, le Président et le Parlement ont réagi rapidement pour éviter des retombées économiques. En effet, elle déclare que 76% du PIB est destiné au remboursement de la dette intérieure et extérieure, puis a demandé aux IFI de suspendre le paiement des dettes pendant la pandémie.



Shandana Gulzar Khan Députée, Pakistan



THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund



Cornelius Mweetwa, Député, Zambie

Cornelius Mweetwa, Député, a présenté le cas de la Zambie et a suggéré que les législateurs doivent travailler ensemble pour approuver les prêts extérieurs accordés. Il a affirmé qu'il était important de donner aux parlementaires plus d'influence sur la formulation et la mise en œuvre du budget et d'encourager la décentralisation afin que l'argent puisse être dirigé vers les bénéficiaires, au lieu de passer d'abord par les ministères et les provinces. La Zambie a alloué des subventions pour fournir les conditions nécessaires à la prévention de l'augmentation des infections et à la prise en charge des personnes déjà infectées. A l'aide de fonds de la Banque, le pays a pu cibler l'aide aux personnes vulnérables et établir des programmes sociaux. Il a conclu

sa présentation en exprimant ses préoccupations concernant le chômage et la perte de revenus dans le secteur privé.

Au cours de la discussion, les parlementaires ont exprimé leurs préoccupations concernant la situation actuelle et ont posé des questions relatives à l'allègement de la dette, et principalement aux moyens fournis par les IFI pour la bonne distribution des prêts. Mme Pazarbasioglu a répondu que la transparence est essentielle pour garantir que les fonds sont utilisés pour protéger des vies et avoir un impact sur les moyens de subsistance. Elle a également souligné l'importance de développer les marchés de capitaux locaux et d'entreprendre des réformes pour accroître l'emploi dans le secteur privé. M. Nishio a déclaré que le WBG s'efforce de soutenir le renforcement institutionnel et de surveiller le versement des fonds. Il s'est également exprimé sur la nécessité d'entreprendre des réformes pour éliminer les obstacles à la participation du secteur privé au développement économique, et pour faciliter l'enregistrement des entreprises et l'acquisition des terrains.

Pour conclure cette réunion, M. Byrne a souligné la nécessité de partager les connaissances entre les parlementaires, car dans le cadre de cette crise, c'est un moyen essentiel pour améliorer les politiques publiques. Il faudra œuvrer pour la transparence et la préservation de la démocratie, a-t-il dit. Il a conclu en appelant à un changement des politiques fiscales et à la coopération du secteur privé pour parvenir à une reprise plus écologique, et à des pratiques d'investissement plus responsables.